



Un marché du travail dynamique et attractif, mais un chômage qui reste élevé

L'Occitanie est une des régions où la croissance de l'emploi entre 2006 et 2013 est la plus dynamique. Pourtant, la hausse du taux de chômage est aussi l'une des plus élevées de France métropolitaine. Ce paradoxe apparent s'explique, en grande partie, par le dynamisme de la population active, qui croît fortement sous l'effet principal d'un apport migratoire important et, dans une moindre mesure, du changement des comportements d'activité des habitants, suite notamment aux réformes des retraites. Dans tous les départements de la région, la population active augmente, sous l'effet essentiellement des migrations résidentielles. L'ampleur de l'évolution est très variable selon les départements. Les conséquences sur le chômage dépendent du dynamisme des emplois créés, plus ou moins amplifié par l'effet des migrations alternantes. Les évolutions du marché du travail sont ainsi très contrastées entre les 13 départements.

François Hild, Fabien Steinmetz (Insee)

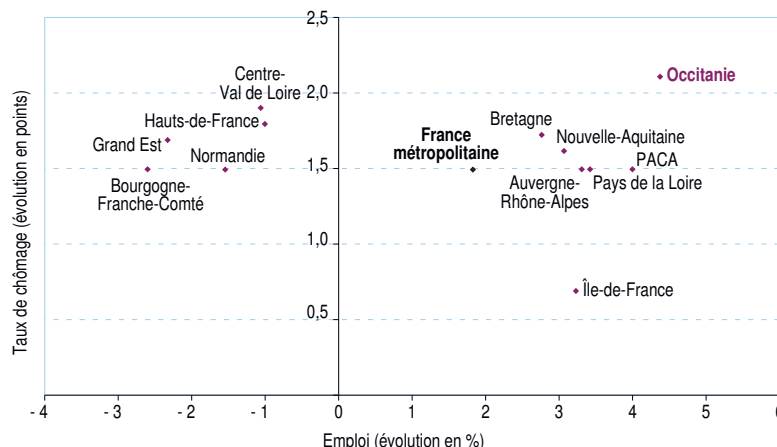
L'Occitanie est après l'Île-de-France la région qui crée le plus grand nombre d'emplois entre 2006 et 2013. En taux de croissance de l'emploi, elle se place au premier rang des régions de France métropolitaine (hors Corse). Pourtant, sur la même période, le taux de chômage progresse de 2,1 points, soit la plus forte hausse des régions métropolitaines (figure 1). L'Occitanie devient, à partir de la crise économique de 2008, la deuxième région après les Hauts-de-France où le chômage est le plus important, avec un taux qui atteint 11,9 % en 2013.

Entre 2013 et 2018, ce positionnement évolue peu. Le taux de chômage diminue tendanciellement depuis 2015 dans toutes les régions et s'établit à 10,7 % au troisième trimestre 2018 en Occitanie, toujours derrière les Hauts-de-France. Il reste structurellement supérieur à la moyenne de France métropolitaine, de 1,9 point au troisième trimestre 2018.

De telles évolutions paradoxales de l'emploi et du chômage ne sont pas spécifiques à l'Occitanie. Plus de la moitié des régions métropolitaines connaissent à la fois une hausse de l'emploi et du chômage sur la période 2006-2013, notamment les régions voisines comme Provence-Alpes-Côte

1 L'Occitanie se singularise par l'ampleur des hausses de l'emploi et du chômage

Évolutions 2006-2013 de l'emploi et du taux de chômage pour les régions de France métropolitaine (hors Corse)



Lecture : en Occitanie entre 2006 et 2013, le taux de chômage augmente de 2,1 points et l'emploi de 4,4 %.
Sources : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel) et taux de chômage localisés

d'Azur, Nouvelle-Aquitaine ou Auvergne-Rhône-Alpes. Néanmoins, l'Occitanie se singularise par l'ampleur de ces évolutions.

Des liens complexes entre évolutions de l'emploi et du chômage

D'un point de vue quantitatif, la variation du chômage sur un territoire donné résulte

de la confrontation entre les évolutions de la population active (figure 2) et des opportunités d'emploi (méthodologie). L'Occitanie est la région où la main-d'œuvre disponible pour travailler, en emploi ou à la recherche d'un emploi, augmente le plus entre 2006 et 2013 : le nombre d'actifs s'accroît de 12,6 actifs pour 1 000 actifs par an (figure 3a), soit un gain annuel de



29 900 actifs supplémentaires, une hausse deux fois plus forte qu'en France métropolitaine. Dans le détail, au cours de cette période impactée par la crise, l'emploi en Occitanie augmente de 17 900 personnes par an et le nombre d'actifs à la recherche d'un emploi (chômeurs) de 11 300 par an. Dans le même temps, le nombre d'habitants ayant un travail en dehors de la région est également en hausse : le solde entre les navettes domicile-travail sortantes et entrantes augmente de 700 emplois par an.

Plusieurs facteurs interagissent et illustrent la complexité des liens entre évolutions de l'emploi et du chômage :

- Une partie des emplois offerts sur le territoire peut générer des entrées d'actifs, soit sous la forme de déménagements (migrations résidentielles entrantes), soit sous la forme de déplacements d'actifs résidant en dehors de ce territoire (navettes domicile-travail entrantes). Inversement, une partie des opportunités d'emploi peut se situer à l'extérieur de la région, ce qui entraîne des migrations, soit sous la forme de personnes résidant dans la région et travaillant ailleurs (navettes alternantes sortantes), soit sous la forme de déménagements en dehors de la région (migrations résidentielles sortantes). En particulier, un marché du travail créateur d'emplois peut susciter des arrivées d'actifs sur le territoire concerné. À l'inverse, un territoire en grandes difficultés économiques voit généralement son attractivité diminuer.
- La conjoncture économique peut également avoir un impact sur l'évolution de la population active. Ainsi, en période favorable de hausse de l'emploi, les inactifs sont davantage incités à entrer sur le marché du travail pour trouver un emploi. À l'inverse, une situation économique

dégradée peut inciter certains actifs à se retirer du marché du travail face aux difficultés rencontrées (chômeurs dits « découragés »). En outre, les comportements d'activité évoluent aussi sous l'effet de diverses mesures institutionnelles, comme celles visant à allonger la durée d'activité avant le départ à la retraite à taux plein ou à faciliter l'activité féminine.

- L'évolution de la structure par âge de la population peut aussi influencer sur la variation de la population active : les nouvelles générations entrent progressivement sur le marché du travail tandis que les générations âgées en sortent.

- Enfin, d'autres facteurs qualitatifs jouent sur l'équilibre entre offre et demande d'emploi, tels que l'adéquation entre les compétences des demandeurs d'emploi et celles requises pour les postes offerts par les entreprises, ou encore entre la qualité des emplois recherchés et celle des emplois proposés (type de contrat, salaire, localisation, durée de travail, etc.).

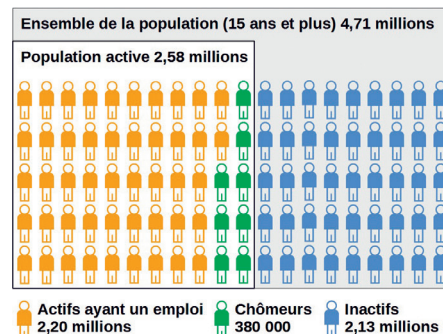
L'évolution de la population active s'explique pour les deux tiers par l'attractivité résidentielle...

L'augmentation de la population active dans la région résulte pour les deux tiers des migrations résidentielles : + 19 500 actifs supplémentaires par an sur la période, soit + 8,2 % (figure 3b). C'est la région pour laquelle cet impact est le plus fort. En cela, l'Occitanie se rapproche de la Nouvelle-Aquitaine et de la Bretagne et diffère d'Auvergne-Rhône-Alpes, où le poids des migrations est plus faible.

L'Occitanie est la seule région où l'effet des migrations résidentielles sur la population active est fortement positif pour toutes les

2 La population active d'Occitanie s'élève à 2,6 millions de personnes en 2013

Composantes de la population active



Lecture : la population active comprend d'une part les personnes en emploi (localisées à leur lieu de résidence) et d'autre part les chômeurs en recherche active d'emploi.

Source : Insee, recensement de la population 2013

tranches d'âge : la variation de population active est faible pour les plus de 55 ans en Auvergne-Rhône-Alpes, et pour les jeunes de moins de 25 ans en Bretagne et Nouvelle-Aquitaine.

Ces migrations résidentielles influent sur le dynamisme du territoire. En effet, une partie de l'activité économique du territoire sert à répondre aux besoins de la population présente. Ainsi, des arrivées supplémentaires d'actifs contribuent également à la croissance de l'emploi. Pour autant, cette croissance n'est pas immédiate et suffisante pour insérer rapidement tous ces nouveaux actifs dans l'emploi.

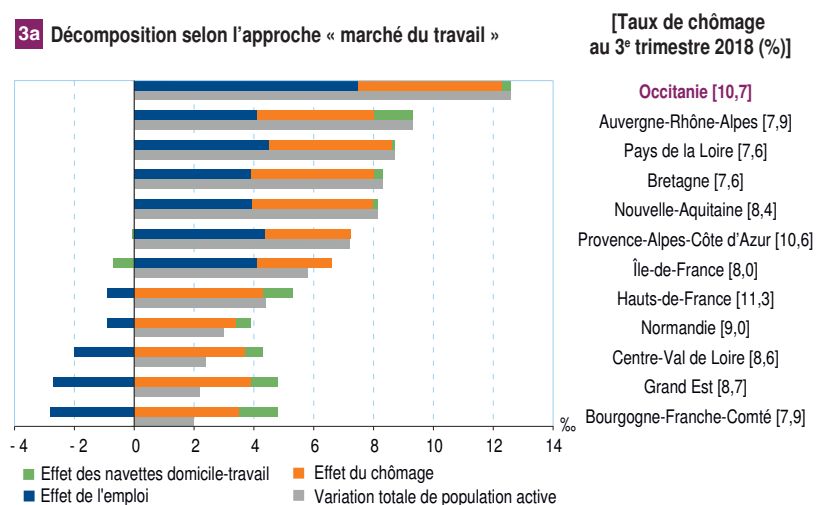
... mais aussi par la progression de l'activité des seniors...

L'évolution des taux d'activité contribue également à la croissance de la population active. Le gain atteint 6 300 actifs par an en Occitanie entre 2006 et 2013. En particulier,

3 L'attractivité de l'Occitanie, principal facteur du dynamisme de sa population active

Variation annuelle moyenne de la population active dans les régions de France métropolitaine (hors Corse) entre 2006 et 2013

3a Décomposition selon l'approche « marché du travail »



Lecture : en Occitanie, la population active progresse au rythme annuel de 12,6 % entre 2006 et 2013, soit 12,6 actifs supplémentaires par an pour 1 000 actifs résidents en 2006.

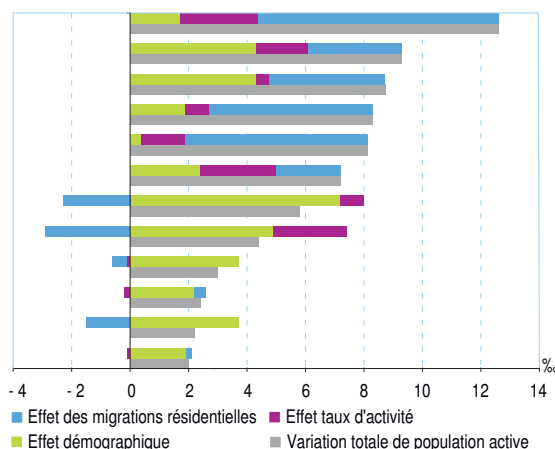
Le taux d'évolution de l'emploi est de 7,5 emplois supplémentaires par an pour 1 000 actifs résidents, celui du chômage de 4,8 pour 1 000 et le solde des navettes (sortantes - entrantes) augmente de 0,3 pour 1 000 (figure 3a).

Trois facteurs contribuent à la hausse de la population active en Occitanie : les migrations résidentielles (8,2 actifs supplémentaires par an pour 1 000 actifs résidents en 2006), les changements de comportement d'activité (2,7 actifs pour 1 000) et le renouvellement des générations (1,7 actif pour 1 000) (figure 3b).

En Occitanie, le taux de chômage s'élève à 10,7 % au troisième trimestre 2018.

Sources : Insee, recensements de la population 2006 et 2013, taux de chômage localisés

3b Décomposition selon l'approche « sociodémographique »



L'activité des seniors augmente fortement sur la période dans la région comme sur l'ensemble de la France métropolitaine, en lien avec les mesures visant à maintenir les seniors sur le marché du travail (recul de l'âge légal de la retraite et augmentation progressive du nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein).

Selon une étude d'impact relative à la réforme de 2010 (*pour en savoir plus*), l'effet dominant aurait été de figer les situations atteintes à l'approche de la soixantaine, dans l'attente du nouvel âge d'accès à la retraite. En particulier, les seniors déjà au chômage ont surtout vu leur durée de chômage augmenter et le retour à l'emploi est resté faible. Ainsi, si la réforme a conduit à une hausse du taux d'emploi des seniors, elle s'est également traduite par une hausse de leur taux de chômage.

En Occitanie, l'emploi des seniors progresse alors de 14 500 personnes par an entre 2006 et 2013 et le chômage de 2 300 personnes par an (*définitions*). Au final, le poids des 55 ans ou plus dans la population active régionale passe de 11,2 % en 2006 à 14,9 % en 2013.

Dans une moindre mesure, le comportement d'activité des femmes continue à évoluer avec une participation de celles-ci au marché du travail toujours en hausse. Ainsi, dans la région, comme en France métropolitaine, le taux d'activité des femmes augmente encore, malgré un ralentissement lié au tassement du phénomène de rattrapage et à la crise économique de 2008. En Occitanie, le taux passe de 48,9 % en 2006 à 50,8 % en 2013.

Sur cette période, l'augmentation de l'activité des 25-54 ans est presque entièrement portée par les femmes, l'emploi féminin continuant à augmenter pour cette tranche d'âge (+ 5 900 emplois par an en Occitanie), alors qu'il baisse chez les hommes (- 300 emplois par an). En effet, les hommes sont plus affectés par la crise, car l'intérim, l'industrie et la construction, secteurs où ils sont très présents, sont davantage impactés.

... et par un effet du renouvellement des générations, cependant faible

Le renouvellement des générations en âge de travailler impacte également la population active. En effet, chaque année, des personnes sortent du marché du travail pour partir à la retraite et des jeunes achèvent leurs études pour entrer dans la vie active. Cet effet joue positivement sur la population active en Occitanie (+ 4 100 actifs par an entre 2006 et 2013) comme en France métropolitaine, malgré le début du départ à la retraite des baby-boomers. Toutefois, l'impact est relativement faible dans la région puisque l'effet du renouvellement des générations ne contribue qu'à hauteur de 1,7 ‰ par an à la hausse du nombre d'actifs. Seule la Nouvelle-Aquitaine a un effet plus faible (0,4 ‰). En revanche, cet effet est beaucoup plus important en Île-de-France ou dans les Hauts-de-France, les entrées en activité des jeunes générations étant beaucoup plus importantes que les sorties des plus âgées (*figure 3b*).

Au final, le dynamisme de la population active régionale, qui représente 29 900 actifs supplémentaires par an, résulte des effets cumulés des migrations résidentielles qui sont de loin prépondérantes (+ 19 500 actifs par an), de l'évolution des taux d'activité (+ 6 300 actifs par an) et de la démographie de la population en âge de travailler (+ 4 100 actifs par an). La croissance de la population active est telle que le nombre de créations d'emplois, bien qu'important, reste insuffisant pour endiguer le chômage.

Une hausse de la population active inégale selon les départements

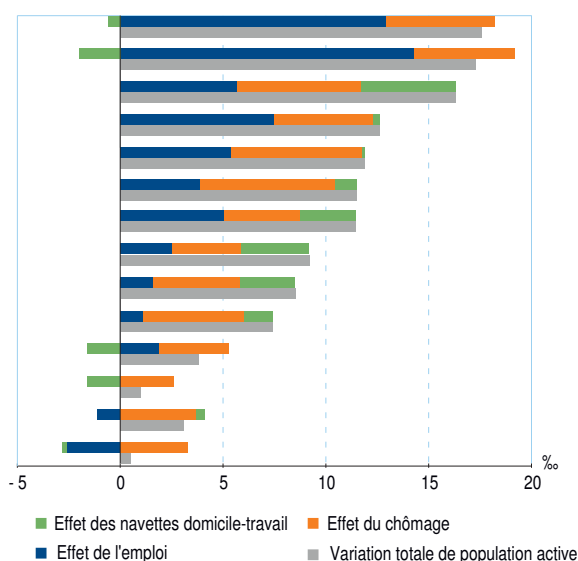
Entre 2006 et 2013, la population active augmente dans tous les départements d'Occitanie, avec néanmoins une grande diversité de situations en matière d'évolution des marchés du travail. La hausse de l'emploi concerne surtout les départements les plus peuplés et aux économies les plus dynamiques, en particulier la Haute-Garonne et l'Hérault. Certains départements enregistrent une baisse de l'emploi, comme les Hautes-Pyrénées ou l'Aveyron. En revanche, le nombre d'actifs au chômage progresse dans tous les départements d'Occitanie. La progression annuelle moyenne du nombre d'actifs au chômage se situe entre + 2,6 ‰ pour la Lozère et + 6,6 ‰ pour l'Aude. Au regard de l'évolution de la population active et des conséquences en matière de hausse du chômage, quatre groupes de départements se distinguent (*figures 4a et 4b*).

4 Les migrations résidentielles conduisent à une croissance de la population active dans tous les départements

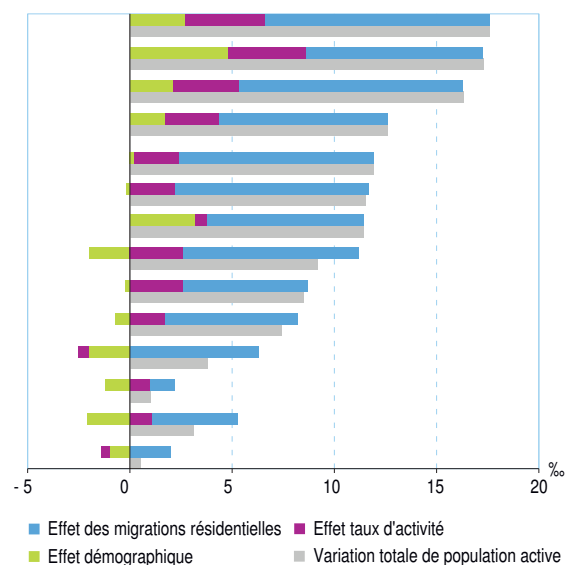
Variation annuelle moyenne de la population active dans les départements d'Occitanie entre 2006 et 2013

4a Décomposition selon l'approche « marché du travail »

[Taux de chômage au 3^e trimestre 2018 (%)]



4b Décomposition selon l'approche « sociodémographique »



Lecture : dans l'Hérault, la population active progresse au rythme annuel de 17,6 ‰ entre 2006 et 2013, soit 17,6 actifs supplémentaires par an pour 1 000 actifs résidents en 2006.

Le taux d'évolution de l'emploi est de 12,9 emplois supplémentaires par an pour 1 000 actifs résidents, celui du chômage de 5,3 pour 1 000 et le solde des navettes (sortantes – entrantes) diminue de 0,6 pour 1 000 (*figure 4a*).

Trois facteurs contribuent à la hausse de la population active dans l'Hérault : les migrations résidentielles (11 actifs supplémentaires par an pour 1 000 actifs résidents en 2006), les changements de comportement d'activité (3,9 actifs pour 1 000) et le renouvellement des générations (2,7 actifs pour 1 000) (*figure 4b*).

Dans l'Hérault, le taux de chômage s'élève à 12,9 % au troisième trimestre 2018.

Sources : Insee, recensements de la population 2006 et 2013, taux de chômage localisés

L'Hérault, la Haute-Garonne et le Tarn-et-Garonne, concentrant 47 % de la population active régionale, se caractérisent par une croissance de la population active de plus de 16 actifs pour 1 000 par an dans chacun de ces départements, supérieure à la moyenne régionale. Ils bénéficient de l'attractivité et du dynamisme économique des métropoles de Toulouse et de Montpellier, qui conduisent de nombreux actifs à s'installer dans ces départements. À cet effet des migrations résidentielles, s'ajoutent la progression des taux d'activité et l'effet du renouvellement des générations. La croissance de la population active s'accompagne d'une forte hausse de l'emploi en Haute-Garonne et dans l'Hérault, mais néanmoins insuffisante pour permettre de résorber le chômage. Dans le Tarn-et-Garonne, la progression de l'emploi est bien moins soutenue, conduisant de nombreux actifs à travailler hors du département (navetteurs).

Les Pyrénées-Orientales, l'Aude et le Gard, qui regroupent 28 % de la population active de la région en 2013, sont un peu moins dynamiques en matière de croissance de la population active (autour de + 12 % par an). L'effet des migrations résidentielles explique,

comme pour le groupe précédent, une grande partie de la croissance de la population active, mais est légèrement moins marqué. Pour les Pyrénées-Orientales et l'Aude, l'évolution du taux d'activité, bien que légèrement moins forte qu'en moyenne régionale, conduit à une progression de la population active de 2 %. Elle joue à peine pour le Gard. *A contrario*, le Gard connaît un effet démographique important, alors que ce facteur est nul pour les deux autres départements dont la population est plus âgée. L'emploi est assez dynamique sur la période dans les Pyrénées-Orientales et surtout dans l'Aude, cependant pas suffisamment pour faire face à la hausse de la population active, ce qui se traduit par une progression du chômage. Dans le Gard, le chômage augmente aussi mais moins, car les actifs vont de plus en plus souvent travailler en dehors de leur département de résidence (à Avignon, Montpellier...).

Dans le Gers, le Tarn et l'Ariège, l'évolution de la population active est moins élevée que dans le reste de la région (autour de + 8,5 % par an entre 2006 et 2013), mais néanmoins supérieure à celle de la France métropolitaine (+ 6,5 % par an). Ces départements se caractérisent par un effet des migrations important mais moindre

comparé au groupe précédent. De plus, les seniors quittant le marché du travail sont plus nombreux que les jeunes y entrant. Cet effet démographique négatif ralentit la croissance de la population active. L'effet des taux d'activité est assez soutenu, comme dans les départements du groupe précédent.

Dans le même temps, l'emploi dans ces trois départements évolue peu. La croissance de la population active se traduit par une légère hausse du chômage et surtout, par davantage de navetteurs qui vont travailler en dehors de leur département de résidence.

Enfin, le Lot, la Lozère, l'Aveyron et les Hautes-Pyrénées gagnent très peu d'actifs entre 2006 et 2013. Si l'effet des migrations est assez important dans le Lot, il est plus faible dans l'Aveyron et presque nul dans les Hautes-Pyrénées et en Lozère. Ces quatre départements cumulent un effet démographique négatif et un effet des taux d'activité quasi nul. L'emploi stagne en Lozère et baisse en Aveyron et dans les Hautes-Pyrénées. Cependant, compte tenu de la faible évolution de la population active dans ces trois départements, la hausse du chômage n'y est pas plus importante que dans le reste de la région. ■

Méthodologie : l'évolution du chômage est influencée par de nombreux facteurs extérieurs à l'emploi

La notion de marché du travail renvoie à la confrontation entre, d'une part les personnes voulant travailler (population active) et, d'autre part, les emplois existant sur un territoire donné.

Une hausse du chômage peut être liée à une création d'emplois insuffisante pour absorber la hausse de la population active. D'un point de vue purement comptable, selon **une approche dite « fonctionnement du marché du travail »**, la variation des différentes composantes de la population active est la somme de trois composantes : l'évolution du nombre d'emplois, l'évolution du nombre de chômeurs et l'évolution du solde des navettes domicile-travail.

Une seconde **approche dite « sociodémographique »** décompose l'évolution de la population active résidant sur le territoire donné en trois facteurs :

- le solde des déménagements d'actifs en entrée et en sortie du territoire (effet migrations résidentielles) ;
- les changements des comportements d'activité (effet taux d'activité) ;
- le renouvellement naturel des générations résidant dans la zone, lié au vieillissement de la population (effet démographique).

Sources et définitions

La population active au sens du recensement correspond à la population active occupée ou personnes en emploi à laquelle s'ajoutent les chômeurs en recherche active d'emploi. Les actifs sont localisés à leur lieu de résidence.

L'emploi au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent travailler, c'est-à-dire être dans une des situations suivantes : exercer une profession (salarisée ou non), même à temps partiel, aider un membre de la famille dans son travail (même sans rémunération), être apprenti ou stagiaire rémunéré.

Dans l'étude, l'emploi considéré est l'emploi comptabilisé au lieu de travail.

L'étude s'appuie aussi sur **les taux de chômage localisés et les estimations d'emploi localisées (Estel)**.

Insee Occitanie
36, rue des Trente-Six Ponts
BP 94217
31054 TOULOUSE Cedex 4

Directrice de la publication :
Caroline JAMET

Rédactrice en chef :
Michèle EVEN

Mise en page et impression :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2492-1629 (version imprimée)
ISSN : 2493-4178 (version en ligne)

© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « Les mouvements de main-d'œuvre des seniors entre 2001 et 2014 : des sorties moins nombreuses et plus tardives, des embauches encore plus rares », *Document d'études Dares* n° 223, juillet 2018
- « Report de l'âge de la retraite et taux d'emploi des seniors : le cas de la réforme des retraites de 2010 », *Insee Analyses* n° 30, janvier 2017
- « Trois décennies d'évolution du marché du travail », *Insee Références - Trente ans de vie économique et sociale en France*, édition 2014

